

SRC : Une année 2016 particulièrement riche en événements

Autor(en): **Dutu, Stéphane**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): - **(2017)**

Heft 4

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-781586>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



La quantité de données nécessaire et disponible augmente de manière exponentielle. Le renseignement ne sert pas qu'à l'acquisition de ceux-ci. Il doit également permettre leur analyse. Ci-contre: une centrale d'alarme à Paris.

Renseignement

SRC : Une année 2016 particulièrement riche en événements

Stéphane Dutu

Société militaire de Genève (SMG)

Jean-Claude Brossard, chef de l'aide à la conduite et à l'engagement du Service de renseignement de la Confédération (SRC), a présenté le 24 janvier 2017 une conférence à la Société militaire de Genève (SMG) sur le thème : Quelles sont les menaces qui pèsent sur la Suisse ?

14 janvier, Berne: Rassemblés sous l'appellation « Alliance contre l'Etat fouineur, » une union rassemblant plusieurs organisations et partis politiques de gauche ainsi que le Groupe pour une Suisse sans Armée (GSA) déposent auprès de la Chancellerie fédérale un nombre de signatures suffisant pour l'organisation en septembre d'un référendum contre la loi sur le renseignement (L Rens).

16 janvier, Ouagadougou: Une attaque terroriste par Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI) vise des lieux fréquentés par des Occidentaux dans la capitale du Burkina Faso. Bilan: 30 morts et 150 blessés. Parmi les personnes décédées, deux Valaisans, lesquels s'ajoutent à la liste de nos compatriotes tués par des djihadistes depuis dix ans. Les autres attentats islamistes où périrent des Suisses furent :

- l'attentat à la bombe de Marrakech du 28 avril 2011 commis par Al Qaïda qui coûta la vie à deux Suisses ;
- l'attaque des tours jumelles du 11 septembre 2001 qui provoqua la mort de deux de nos concitoyens ;
- l'attaque terroriste perpétrée à Louxor le 17 novembre 1997 par Gama al-Islamiya, groupe islamiste égyptien distinct des Frères musulmans mais inspiré par leur idéologie, où 36 ressortissants de la Confédération furent sauvagement assassinés.

29 février, Bellinzone: Ouverture au Tribunal pénal fédéral du procès de quatre Irakiens vivant en Suisse. Ceux-ci sont accusés par le Ministère public de la Confédération (MPC) de soutenir l'Etat islamique (EI) et d'avoir fomenté un attentat en Suisse puis en Europe.

13 mars, Berne: Un employé du SRC aurait été congédié suite à des soupçons d'espionnage par sa maîtresse pour le compte de la Russie. Responsable des États d'Europe de l'Est, l'agent aurait été licencié pour avoir entretenu une liaison avec une Russe rencontrée lors d'une conférence à Moscou. Selon la *Schweiz am Sonntag*, le renseignement craindrait qu'il s'agisse d'une espionne. Le dernier rapport annuel du SRC indique que les activités d'espionnage de la Suisse par la Russie ont augmenté de manière significative au cours des dernières années.

18 mars, Bruxelles: Arrestation de Salah Abdeslam. Affilié à l'EI, celui-ci est impliqué dans la préparation des attentats du 13 novembre 2015 en Région parisienne, notamment en exploitant la route des Balkans. On découvrira plus tard qu'il a également co-organisé les attaques de Bruxelles du 22 mars.

22 mars, Bruxelles: L'EI commet deux attentats à la bombe à l'aéroport et un troisième dans une rame de métro à proximité de la station de Molenbeek dans le quartier européen. Bilan: 32 morts et 340 blessés.

4 avril, Therwil (BL): Deux adolescents musulmans refusent de serrer la main de leur enseignante pour des motifs religieux. Leur école les en dispense. Indignée, la conseillère fédérale Simonetta Sommaruga déclare à la télévision: « *La poignée de main fait partie de notre culture* » et « *le refus des deux élèves ne peut pas être accepté au nom de la liberté de croyance.* » Dans la journée, la directrice de l'instruction publique de Bâle-Campagne défend la décision de l'école qui aurait selon elle adopté « pour l'instant une solution pragmatique en vue d'assurer un bon fonctionnement de l'enseignement. » La dispense sera ensuite supprimée par le Département cantonal de l'éducation sur la base d'un avis de droit. Les parents des adolescents, soutenus par le Conseil central islamique suisse (CCIS), refusent encore à ce jour que leurs fils serrent la main de leurs enseignantes, n'acceptent pas la mesure disciplinaire qui

a été infligée à ces derniers par le conseil scolaire de Bâle-Campagne et ont déposé un recours auprès du Conseil d'État. On apprendra en novembre que le MPC enquête sur le président et le porte-parole du CCIS et envisage de les inculper pour avoir réalisé un film de propagande glorifiant la branche syrienne d'Al-Qaïda.

5 mai, Berne: Cyberespionnage de RUAG. Le DDPS annonce que l'entreprise d'armement et de systèmes de défense RUAG, qui appartient à 100 % à la Confédération, a été infiltrée par un malicieux étranger de haut niveau plus d'un an auparavant. « D'après les premiers éléments disponibles, l'attaque de *cyberespionnage menée contre RUAG a commencé en décembre 2014*, » indique le porte-parole du Département fédéral de la Défense. Il ajoute que le « logiciel espion utilisé semble si sophistiqué qu'il est impossible d'affirmer aujourd'hui avec 100 % de certitude que l'attaque a pris fin. »

14 juillet, Nice: Le Tunisien Mohamed Lahouaiej-Bouhlel, terroriste affilié à l'EI, perpète un attentat au camion-bélier sur la Promenade des Anglais en prenant pour cible la foule des civils rassemblés pour la fête nationale française. Bilan: 86 morts et 458 blessés.

22 juillet, Munich: Un jeune déséquilibré d'origine iranienne, sans lien avec l'Islam radical, ouvre le feu sur des jeunes dans un centre commercial puis retourne son arme contre lui. 4'000 policiers sont mobilisés pour protéger la population et neutraliser le tueur. Bilan: 8 morts et 36 blessés. Quatre jours plus tôt, à Würzburg (Bavière), un clandestin pakistanais sympathisant de l'EI avait agressé à la hache et au couteau les passagers d'un train. Bilan: 5 blessés.

26 juillet, Saint-Etienne du Rouvray (Normandie, près de Rouen): Deux islamistes équipés d'armes blanches et de fausses bombes font irruption dans l'église de la ville, prennent six personnes en otage et décapitent au couteau le prêtre de la paroisse selon le rituel de l'État islamique. Bilan: un mort et deux blessés, victimes de tentatives d'égorgeement.

13 août, Salez (SG): Un homme, perturbé psychologiquement et sans lien avec le terrorisme islamique, boute le feu à un wagon et poignarde des passagers. Il est possible qu'il ait agi par mimétisme en réaction à l'attentat de Würzburg en juillet. Bilan: 3 morts et 4 blessés.

25 septembre, Berne: Résultats du référendum sur la L Rens. La Confédération annonce que la L Rens a été largement acceptée par référendum avec 65 % de voix en sa faveur. Le SRC bénéficiera dès le 1^{er} septembre 2017 de nouvelles possibilités de recherche d'informations. Il sera autorisé à surveiller la correspondance par poste et par télécommunication, à utiliser des appareils de localisation et de surveillance également hors de la sphère publique, à s'introduire dans des systèmes et des réseaux informatiques et à procéder à des fouilles de locaux, de véhicules ou de conteneurs. Ces mesures apporteront au SRC des moyens de détection précoce mieux adaptés pour protéger efficacement le pays et sa

population contre l'intensification des menaces actuelles telles que le terrorisme, l'espionnage, la prolifération des armes de destruction massive ou les attaques contre des infrastructures critiques.

30 septembre, Winterthur: L'association islamiste « Lies! » (Lis!) continue ses distributions gratuites massives de Corans dans les rues suisses. « Lies! », fondée en Allemagne par le prédicateur palestinien salafiste Ibrahim Abou-Nagie, est interdite depuis novembre 2016 par le Ministère de l'intérieur allemand pour atteinte à la sûreté de l'État. Elle est accusée d'être un pont entre la communauté musulmane et les terroristes. On lui reproche notamment d'utiliser les distributions de Corans pour recruter de futurs djihadistes. Le président de la Conférence des directeurs cantonaux de justice a plaidé début février 2017 pour l'interdiction de ces distributions. A ce jour, le procureur général de la Confédération Michael Lauber estime qu'une telle interdiction serait exagérée et contre-productive, dans la mesure où elle pousserait davantage les islamistes vers la clandestinité, ce qui compliquerait le travail des autorités de poursuite. Le MPC n'est toutefois pas inactif par rapport à « Lies! »: il a ouvert des procédures, en collaboration avec les autorités allemandes, contre plusieurs personnes liées à l'organisation. A ce jour, les distributions de Corans par « Lies! » se poursuivent dans notre pays.

15 octobre, Unterwasser (SG): Concert néo-nazi. Blood & Honour, réseau de promotion de musiques néo-nazies, organise dans cette petite commune proche des frontières allemande et autrichienne le plus grand concert de la mouvance skinhead jamais tenu en Europe. 5'000 participants venus surtout des pays voisins y assistent dans une immense halle de tennis. En Suisse, la loi n'interdit pas de tels rassemblements s'ils ont lieu dans un cadre « privé. »

26 octobre, Genève: Nouvelle fiche S à la mosquée. On apprend dans la presse qu'en plus de deux de ses trois imams, la mosquée du Petit-Saconnex, financée par l'Arabie saoudite, emploie un troisième fiché S. Il s'agit du responsable de la sécurité. Les trois hommes sont employés comme frontaliers par la mosquée. La fiche S est un terme du renseignement français utilisé pour procéder à la surveillance de ceux sur lesquels ne repose aucune incrimination pénale, mais qui peuvent, par leur activité, représenter à un moment ou à un autre un risque de trouble à l'ordre public ou une atteinte à la sûreté de l'État. Ce lieu de culte a également fait parler de lui récemment quand on a appris que plusieurs jeunes l'ayant fréquenté sont partis rejoindre les rangs de l'État islamique.

23 novembre, Bellinzone: Le voleur de données SRC échappe à la prison. Les juges du Tribunal pénal fédéral prononcent une peine clémente de 20 mois avec sursis pour l'informaticien du SRC qui avait pourtant volé des informations extrêmement sensibles à son employeur avec l'intention de les vendre au plus offrant. En mai 2012, Carlo B. a dérobé une énorme quantité de données provenant du système de sécurité du SRC

qui, tombées entre les mains de terroristes, auraient pu menacer non seulement l'intégrité physique de membres du renseignement suisse mais également la sécurité de notre pays. La Cour a estimé que la responsabilité pénale du voleur était limitée au vu de sa grande instabilité psychique, et lui a intimé de poursuivre sa thérapie.

19 décembre, Berlin : Attaque au camion-bélier du marché de Noël de la Breitscheidplatz par un terroriste tunisien de l'EI du nom d'Anis Amri. Bilan : 12 morts et 56 blessés. Trois jours avant, un jeune de 12 ans d'origine irakienne avait déposé un sac contenant une bombe sur le marché de Noël de Ludwigshafen. Par chance, le détonateur n'avait pas fonctionné. Au terme d'une cavale pendant laquelle Anis Amri passe par Nimègue (Pays-Bas), Düsseldorf, Lyon, Chambéry et Turin, pour finalement arriver à Milan, il y est abattu le 23 décembre par des policiers italiens. Pendant quatre jours, il a voyagé sans être inquiété à travers l'Europe en bus et en train avec pour seul bagage son sac à dos lesté de son arme de poing.

La sécurité, premier devoir de l'Etat

La deuxième partie de la conférence fut consacrée au rôle du SRC dans la politique de sécurité de la Suisse, avec comme sujet principal le terrorisme islamique.

Tout d'abord, Jean-Claude Brossard a rappelé que la sécurité constitue non seulement un droit fondamental des citoyens mais également la première des conditions nécessaires au bon fonctionnement de la société. Il a constaté que cette sécurité peine à être garantie dans le reste de l'Europe, où se multiplient les attentats.

Dans leur mission de prévention et de traitement de l'extrémisme musulman violent, les autorités suisses s'appuient sur une organisation et une répartition des tâches explicitées dans un document intitulé « Phases de radicalisation. » Ce document, établi par la Police fédérale (Fedpol) en septembre 2016, est accessible au public sur internet. Le rôle du SRC dans la lutte contre le djihadisme y est bien expliqué, de même que celui de chacun des autres acteurs impliqués : communes, cantons, Secrétariat d'Etat aux migrations, Fedpol, MPC, Tribunal des mesures de contrainte, Office fédéral de la justice, tribunaux fédéraux.

Le haut responsable du SRC a souligné le fait que, dans la lutte contre les menaces qui pèsent sur la sécurité de la Suisse, le rôle du renseignement est uniquement limité à la détection précoce, le suivi (*monitoring*) et la prévention. Le SRC œuvre à empêcher que des menaces ne se concrétisent, en rassemblant des informations sur des suspects jugés potentiellement dangereux. Quand il estime avoir suffisamment de preuves étayant ses soupçons, il les transmet au MPC qui détient le pouvoir pénal ainsi qu'à l'Office fédéral de la police, qui peut procéder à des enquêtes sur mandat du parquet fédéral.

La troisième partie de la présentation de M. Brossard a été dédiée aux menaces les plus importantes identifiées par le SRC pour l'année en cours, à savoir :

- le terrorisme djihadiste ;
- la migration quand elle représente un risque politico-sécuritaire notamment en lien avec la première menace ;
- le conflit Est-Ouest ;
- la Turquie ;
- le Proche et Moyen-Orient en général ;
- les cyber-attaques.

Le contexte stratégique auquel la Suisse est confronté est caractérisé par des tensions géopolitiques au Sud et à l'Est. Au Sud, ces tensions engendrent des conflits armés dans le monde arabo-musulman en Afrique du Nord et au Proche et Moyen-Orient, lesquels ont provoqué une augmentation massive de l'immigration et du terrorisme islamiques en Europe. A l'Est, elles revêtent la forme d'un nouvel affrontement entre la Russie et l'Occident, dont la guerre civile ukrainienne est l'une des conséquences.

Augmentation de la menace djihadiste en Suisse

Selon le SRC, la menace du terrorisme djihadiste dans notre pays ne cesse de croître depuis deux ans. Bien que la Confédération ait mis en place en septembre 2015 une stratégie de gestion de ce risque, M. Brossard est convaincu que la Suisse, de par sa position géographique au centre d'une Europe qui « brûle de partout » et de par son appartenance civilisationnelle à l'Occident, pourra difficilement demeurer une « île épargnée par les attaques djihadistes. » Plusieurs facteurs étayent ce point de vue :

- la route des Balkans est toujours ouverte aux terroristes potentiels passant par la Turquie, qui peuvent se fondre dans le flux de clandestins ;
- les djihadistes profitent de l'absence de contrôles aux frontières à l'intérieur de la zone Schengen dont la Suisse fait partie ;
- bien que le SRC effectue en collaboration avec le Secrétariat d'Etat aux migrations des milliers de vérifications d'identité de demandeurs d'asile, il est difficile d'évaluer le profil et la dangerosité de tous les migrants qui arrivent en Suisse, car ces derniers n'ont souvent pas de pièces d'identité ou bien se sont procurés de faux papiers ;
- il est très difficile de détecter et suivre les conversations préparant des attentats ;
- le nombre de personnes résidant en Suisse et repérées sur les médias sociaux pour leur allégeance au terrorisme islamique est de plusieurs centaines. Le SRC ne compte que 300 collaborateurs. Il n'a donc pas les moyens humains de surveiller plus qu'une petite partie des terroristes potentiels. Les 20 postes supplémentaires prévus par la LRens d'ici 2019 ne vont pas fondamentalement changer la donne ;
- les fondamentalistes sont encore plus radicalisés et dangereux quand ils sortent de prison.

Considérant que la probabilité d'actes de terrorisme est élevée, le chef de l'aide à la conduite et à l'engagement du SRC nous incite à nous préparer mentalement à affronter cette éventualité. Autant son discours sur la réalisation du risque djihadiste peut être perçu comme pessimiste par les personnes connaissant peu le sujet, autant il s'est voulu optimiste sur la capacité de la Suisse à s'organiser

pour encaisser au mieux un tel coup dur et rebondir ensuite. Préparer la société face au défi du terrorisme implique un travail de coordination systématique et approfondi entre la Confédération et les cantons afin d'élaborer des « plans de résilience » et de s'entraîner à leur mise en œuvre lors d'exercices réguliers. M. Brossard est persuadé que le sens de l'initiative et le pragmatisme qui caractérisent notre pays lui permettront de ne pas se laisser déstabiliser.

M. Brossard ne croit pas que la menace principale provienne de terroristes très organisés planifiant des attentats complexes et spectaculaires du type de ceux de septembre 2001, qui anéantirent les tours du World Trade Center et endommagèrent le Pentagone. Il s'attend plutôt à des attaques moins compliquées en termes de logistique. Deux éléments justifient ce point de vue. Tout d'abord, Al-Qaïda, le spécialiste des grosses opérations sophistiquées au sein de la mouvance djihadiste, est en déclin. Ensuite, l'État islamique - qui préfère les attentats plus simples - a besoin plus que jamais de frapper les Occidentaux chez eux pour maintenir sa réputation d'invincibilité, ternie par les pertes territoriales.

Espions russes très actifs

Le conflit Est-Ouest a également été évoqué dans le cadre des menaces actuelles. Le SRC adhère à la thèse de la guerre froide 2.0. Il explique le nouveau conflit entre Moscou et les membres de l'OTAN par le désir des dirigeants russes de renouer avec la grandeur soviétique passée. Notre pays ne fait certes pas partie de l'Alliance atlantique, mais il est néanmoins assimilé au camp américain. Pour cette raison, il est la cible de nombreuses cyberattaques dont le but est principalement l'espionnage militaire et économique. Ces attaques informatiques sont les manifestations les plus tangibles de la nouvelle hostilité de la Russie à notre endroit. Nos banques, nos sociétés industrielles, nos entreprises stratégiques, nos universités et hautes écoles, notre administration étatique sont dans le viseur des Russes. Pour limiter les perturbations générées par ces actes de malveillance et d'espionnage informatiques, le SRC a produit « Prophylax, » un court métrage destiné à sensibiliser les entreprises suisses au risque de piratage informatique.

S. D.

CHAMP-DOLLON

CHRISTOPHE
VUILLEUMIER

CHAMP-DOLLON

LES QUARANTIÈMES RUGISSANTS

HISTOIRE

Police

Les 40^e rugissants

L'activité carcérale prolonge parfois l'activité policière. Plus grande de notre pays par le nombre de détenus qu'elle incarcère, la prison de Champ-Dollon commémore cette année les 40 ans de son activité. C'est grâce à des donateurs privés que la publication d'un coffret comprenant un premier tome historique et un second sous forme de reportage peint par un dessinateur de presse a été possible. Rares sont les ouvrages qui permettent de tracer l'histoire du monde carcéral à Genève et en Suisse romande. Champ-Dollon : les quarantièmes rugissants alimente la documentation historique sur un sujet méconnu. Le lecteur découvrira un monde fait de tensions, de crises et de drames mais aussi de camaraderie, de solidarité et d'humanité : des mots qui résonnent aux oreilles de ceux qui portent un uniforme.

Constantin Franziskakis
Ancien directeur de Champ-Dollon

VUILLEUMIER. C., TONDEUX P., FATIO V., *Champ-Dollon : les quarantièmes rugissants*, Slatkine, Genève, 2017.
<https://www.slatkine.com/fr/editions-slatkine/70244-book-05210814-9782832108147.html>

